

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29182]

21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la protection des mineurs contre les programmes télévisuels susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 9, 2°, tel que modifié;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 48.665/2/V, donné le 6 septembre 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de la Commission européenne, donné le 4 octobre 2012, en application de la procédure de notification prévue par l'article 8 de la Directive 98/34/EC du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Considérant l'accord du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la République française autorisant l'utilisation des pictogrammes et avertissements d'application en France, donné le 30 mars 2004;

Sur proposition du Ministre de l'Audiovisuel;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Tout éditeur d'un service télévisuel doit classifier ses programmes selon les catégories suivantes :

1° catégorie 1 : programmes tous publics;

2° catégorie 2 : programmes déconseillés aux mineurs de moins de 10 ans dès lors qu'ils comportent certaines scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de 10 ans;

3° catégorie 3 : programmes déconseillés aux mineurs de moins de 12 ans dès lors qu'ils sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de 12 ans, notamment lorsque le scénario recourt de façon répétée à la violence physique ou psychologique;

4° catégorie 4 : programmes déconseillés aux mineurs de moins de 16 ans dès lors qu'ils sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs de moins de seize ans, notamment lorsqu'ils comprennent des scènes à caractère érotique ou de grande violence;

5° catégorie 5 : programmes déconseillés aux mineurs dès lors qu'ils sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment lorsqu'ils comprennent des scènes à caractère pornographique ou de très grande violence.

§ 2. A la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'éditeur de services constitue en son sein et selon ses propres modalités un comité de visionnage qui propose la classification de ses programmes.

Dans les dix jours qui suivent la constitution du comité de visionnage, l'éditeur de services informe le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la composition dudit comité. Toute modification de la composition du comité est également notifiée dans les dix jours au Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

§ 3. Les journaux télévisés ne font l'objet d'aucune classification.

Art. 2. § 1^{er}. Tout programme de catégorie 2, 3, 4 ou 5 est identifié par l'éditeur de services à l'aide d'un pictogramme rond de couleur blanche avec l'incrustation en noir de l'âge en dessous duquel le programme est déconseillé tel qu'illustré à l'annexe au présent arrêté.

Ce pictogramme doit apparaître pendant la totalité de la diffusion du programme, génériques inclus, ainsi que pendant la totalité des bandes-annonces de ce programme.

§ 2. La mention « déconseillé aux moins de » complétée par l'âge requis (10 ans, 12 ans, 16 ans ou 18 ans) pour la catégorie du programme concerné doit apparaître :

- soit en bas d'écran, en blanc, au minimum pendant 1 minute au début du programme;

- soit plein écran, avant le programme, au minimum pendant 10 secondes.

§ 3. Un programme ou une bande-annonce qui n'est accessible par l'utilisateur qu'après avoir introduit un code d'accès parental n'est pas soumis aux § 1^{er} et § 2.

§ 4. Dans les journaux télévisés, le présentateur doit faire un avertissement oral en cas de scène susceptible de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

§ 5. Sauf dérogations visées à l'article 3, § 7, et à l'article 4, § 2, la bande-annonce d'un programme de catégorie 2, 3, 4 ou 5 ne peut pas contenir des scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

Art. 3. § 1^{er}. Dans un service télévisuel linéaire :

1° l'heure de diffusion d'un programme de catégorie 1 ou 2 est laissée à l'appréciation de l'éditeur de services;

2° tout programme de catégorie 3 est interdit de diffusion entre 6 heures et 20 heures, sauf la veille de chaque jour de congé scolaire où la diffusion est interdite entre 6 heures et 22 heures;

3° tout programme de catégorie 4 est interdit de diffusion entre 6 heures et 22 heures;

4° tout programme de catégorie 5 est interdit de diffusion.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, un programme de catégorie 3, 4 ou 5 peut être diffusé à toute heure à la condition qu'il ne soit accessible par l'utilisateur qu'après avoir introduit un code d'accès parental.

§ 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, un programme de catégorie 5 peut être diffusé entre minuit et 5 heures uniquement dans un service linéaire crypté diffusé en mode analogique.

§ 4. Par dérogation au § 1^{er}, 2°, l'heure de diffusion d'un magazine d'actualités de catégorie 3 est laissée à l'appréciation de l'éditeur de services.

§ 5. Dans un service télévisuel linéaire, un programme de catégorie 2, 3, 4 ou 5 ne peut être diffusé durant la période de 15 minutes qui précède ou suit un programme pour enfants, sauf si ce programme n'est accessible par l'utilisateur qu'après avoir introduit un code d'accès parental.

§ 6. Dans un service télévisuel linéaire, la bande-annonce d'un programme de catégorie 2, 3, 4 ou 5 ne peut être diffusée durant la période de 15 minutes qui précède ou suit un programme pour enfants.

§ 7. Par dérogation à l'article 2, § 5, dans un service télévisuel linéaire, la bande-annonce d'un programme de catégorie 2, 3, 4 ou 5 peut contenir des scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs à la condition d'être diffusée selon les limitations horaires visées au § 1^{er} ou selon les conditions d'accès visées au § 2.

Art. 4. § 1^{er}. Dans un service télévisuel non linéaire, un programme de catégorie 3, 4 ou 5 ne peut être accessible par l'utilisateur qu'après avoir introduit un code d'accès parental.

§ 2. Par dérogation à l'article 2, § 5, dans un service télévisuel non linéaire, la bande-annonce d'un programme de catégorie 2, 3, 4 ou 5 peut contenir des scènes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs à la condition qu'elle ne soit accessible par l'utilisateur qu'après avoir introduit un code d'accès parental.

Art. 5. § 1^{er}. Tout éditeur d'un service télévisuel nécessitant l'introduction d'un code d'accès parental en application des articles 3 et 4, ci-après dénommé « service télévisuel à code parental », doit transmettre à son distributeur les métadonnées comportant les informations relatives à la classification des programmes visée à l'article 1^{er}.

Tout distributeur d'un service télévisuel à code parental doit garantir la compatibilité du système d'accès conditionnel d'un décodeur avec les métadonnées de ce service.

Lorsque le distributeur commercialise son offre de services télévisuels, il informe le grand public du type de décodeur capable d'interpréter l'ensemble des signaux et métadonnées des services télévisuels qu'il distribue.

§ 2. Tout système d'accès conditionnel auquel recourt un distributeur doit remplir les conditions suivantes :

1° le verrouillage de l'accès au programme de catégorie 3, 4 ou 5 doit être distinct du contrôle d'accès général au service télévisuel et doit être actif dès la première utilisation, sans intervention préalable de l'utilisateur. Toutefois, l'utilisateur peut ensuite avoir la possibilité de déterminer lui-même le niveau de protection en indiquant à partir de quelle catégorie il souhaite que le verrouillage s'effectue;

2° dans un service linéaire, le verrouillage doit être actif pendant toute la durée du programme et doit avoir pour résultat la diffusion d'une image monochrome en plein écran, non accompagnée de son;

3° le code d'accès parental permettant le déverrouillage doit comprendre au moins 4 chiffres non visibles lors de leur saisie à l'écran;

4° le code d'accès doit être exclusivement dédié à la levée du contrôle parental sauf dans le cas d'un service payant où il peut se confondre avec le code d'achat. Toutefois, lorsque l'achat du programme permet de visionner celui-ci à plusieurs reprises pendant une période déterminée, le code d'accès doit être demandé avant chaque visionnement;

5° le code d'accès parental doit pouvoir être modifiable aisément et à tout moment par l'utilisateur qui détient le code d'accès d'origine;

6° l'accès au programme doit être automatiquement re-verrouillé à chaque interruption de visionnage par l'utilisateur, à l'exclusion de l'interruption qui consiste à faire une pause momentanée en conservant l'image figée à l'écran.

§ 3. Tout distributeur d'un service télévisuel à code parental doit mettre en place un système garantissant que le code d'accès parental d'origine est exclusivement communiqué à un utilisateur ayant 18 ans accomplis.

§ 4. Tout distributeur qui propose une offre comprenant un service télévisuel à code parental d'un éditeur de services établi dans un Etat membre de l'Union européenne ou établi en dehors d'un Etat membre de l'Union européenne mais utilisant une liaison montante vers un satellite située dans un Etat membre de l'Union européenne ou, à défaut, une capacité satellitaire accordée par un Etat membre de l'Union européenne ou relevant d'un Etat partie à la convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière, doit recourir à un système d'accès conditionnel permettant un niveau de protection des mineurs au moins équivalent à celui qui est prévu par l'Etat dont relève le service télévisuel.

Art. 6. § 1^{er}. Tout éditeur de services, lorsqu'il communique les informations relatives à ses programmes, que ce soit à la presse ou à tout autre vecteur de communication, doit identifier chaque programme de catégorie 2, 3, 4 et 5 avec le pictogramme adéquat visé à l'article 2, § 1^{er}, et y associer la mention visée à l'article 2, § 2.

La même identification doit également être effectuée dans les guides électroniques de programmes.

Au sens du présent paragraphe et des §§ 2 et 3, par guide électronique de programmes, il faut également entendre le catalogue d'un service non linéaire.

§ 2. Les horaires de diffusion des programmes d'un service télévisuel linéaire qui sont communiqués à la presse ou à tout autre vecteur de communication, ou repris via les métadonnées dans un guide électronique de programmes doivent correspondre aux horaires de diffusion réels de ces programmes.

§ 3. Les informations relatives à chaque programme destinées à la presse ainsi que celles contenues dans un guide électronique de programmes ne peuvent pas comprendre, à l'exception du titre du programme, de termes et d'images susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un guide électronique de programmes peut comprendre des informations relatives aux programmes de catégories 3, 4 et 5 qui sont susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs si l'utilisateur dispose de la capacité de verrouiller l'accès à ces informations et d'en effectuer le déverrouillage uniquement après l'introduction d'un code d'accès parental. Le verrouillage des informations relatives aux programmes de catégorie 5, à l'exception des titres des programmes, doit être actif dès la première utilisation, sans intervention préalable de l'utilisateur.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2004 relatif à la protection des mineurs contre les programmes de télévision susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral est abrogé.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 février 2013.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la protection des mineurs contre les programmes télévisuels susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral

- Pictogramme d'un programme télévisuel de catégorie 2 :



- Pictogramme d'un programme télévisuel de catégorie 3 :



- Pictogramme d'un programme télévisuel de catégorie 4 :



- Pictogramme d'un programme télévisuel de catégorie 5 :



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la protection des mineurs contre les programmes télévisuels susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral.

Bruxelles, le 21 février 2013.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29182]

21 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bescherming van minderjarigen tegen televisieprogramma's die hun fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling schade kunnen toebrengen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 9, 2°, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 48.665/2/V, uitgebracht op 6 september 2010 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Europese Commissie, uitgebracht op 4 oktober 2012, met toepassing van de kennisgevingprocedure bedoeld bij artikel 8 van de Richtlijn 98/34/CE van het Europese Parlement en van de Raad betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Overwegende de instemming van de Hoge raad voor de audiovisuele sector van de Franse Republiek waarbij toestemming wordt verleend om pictogrammen en waarschuwingsberichten te gebruiken die van toepassing zijn in Frankrijk, betuigd op 30 maart 2004;

Op de voordracht van de Minister voor de Audiovisuele Sector;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Elke uitgever van een televisiedienst moet zijn programma's rangschikken in functie van de hierna volgende categorieën :

1° categorie 1 : programma's voor elk publiek;

2° categorie 2 : programma's niet aangeraden voor minderjarigen van minder dan tien jaar omdat ze sommige scènes bevatten die schade zouden kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen van minder dan tien jaar;

3° categorie 3 : programma's niet aangeraden voor minderjarigen van minder dan twaalf jaar omdat ze schade zouden kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen van minder dan twaalf jaar, inzonderheid omdat het scenario een herhaaldelijk beroep doet op fysiek of psychologisch geweld;

4° categorie 4 : programma's niet aangeraden voor minderjarigen van minder dan zestien jaar omdat ze schade zouden kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen van minder dan zestien jaar, inzonderheid omdat ze scènes van erotische aard of met groot geweld bevatten;

5° categorie 5 : programma's niet aangeraden voor minderjarigen omdat ze schade zouden kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen, inzonderheid als ze scènes van pornografische aard of met zeer groot geweld bevatten.

§ 2. Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit stelt de dienstenuitgever in zijn midden en volgens eigen nadere regels een keuringscomité dat zijn programma's rangschikt, samen.

Binnen de tien dagen na de samenstelling van het keuringscomité deelt de dienstenuitgever het Comité voor vergunning en controle van de Hoge raad van de Audiovisuele Sector de samenstelling van genoemd comité mee. Van elke wijziging van de samenstelling van het comité wordt tevens binnen de tien dagen aan het Comité voor vergunning en controle van de Hoge raad van de Audiovisuele Sector kennisgegeven.

§ 3. Het tv-journaal komt niet in aanmerking voor rangschikking.

Art. 2. Elk programma van categorie 2, 3, 4 of 5 wordt door de dienstenuitgever geïdentificeerd met een rond wit pictogram waarin in zwart de leeftijd ingelast wordt beneden welke het programma niet aangeraden wordt, zoals voorgesteld in de bijlage bij dit besluit.

Dat pictogram moet gedurende de volledige uitzending van het programma, generiek inbegrepen, alsook gedurende de volledige duur van de trailers van dit programma, aanwezig zijn.

§ 2. De vermelding «niet aangeraden voor kinderen van minder dan» aangevuld met de vereiste leeftijd (10, 12, 16 of 18 jaar) voor de betrokken programmacategorie moet voorkomen :

- ofwel onderaan het scherm, in het wit, minimum gedurende één minuut op het begin van het programma;

- ofwel op heel het scherm, voor het begin van het programma, minstens gedurende tien seconden.

§ 3. Een programma of een trailer dat/die enkel toegankelijk is na het invoeren van een beveiligingscode voor ouderlijk toezicht zijn niet aan de toepassing van de paragrafen één en twee onderhevig.

§ 4. In het tv-journaal moet de presentator de toeschouwers mondeling waarschuwen als er een scène volgt die voor de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen schadelijk zou kunnen zijn.

§ 5. Behoudens afwijkingen bedoeld bij artikel 3, § 7, en artikel 4, § 2, mag de trailer van een programma van categorie 2, 3, 4 of 5 geen scènes bevatten die schade zouden kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen.

Art. 3. § 1. In een lineaire televisiedienst :

1° wordt het uur van de uitzending van een programma van categorie 1 of 2 aan de beoordeling van de dienstenuitgever overgelaten;

2° wordt de uitzending van elk programma van categorie 3 verboden tussen zes uur en twintig uur, behoudens op de vooravond van een schoolverlof wanneer de uitzending verboden is tussen 6 uur en 22 uur;

3° mag elk programma van categorie 4 niet tussen 6 uur en 22 uur uitgezonden worden;

4° mag geen enkel programma van categorie 5 uitgezonden worden.

§ 2. In afwijking van § 1 mag een programma van categorie 3, 4 of 5 op elk uur uitgezonden worden op voorwaarde dat het enkel toegankelijk is voor de toeschouwer na het invoeren van een code voor ouderlijke toegang.

§ 3. In afwijking van §§ 1 en 2 mag een programma van categorie 5 tussen middernacht en 5 uur enkel uitgezonden worden op voorwaarde dat het in een geëncrypteerde lineaire dienst analoog wordt uitgezonden.

§ 4. In afwijking van § 1, 2°, wordt het uur voor de uitzending van een nieuwsmagazine van categorie 3 open gelaten tot de beoordeling van de dienstenuitgever.

§ 5. In een lineaire televisiedienst, mag een programma van categorie 2, 3, 4 of 5 niet uitgezonden worden tijdens de periode van 15 minuten vóór of na een programma voor kinderen, behoudens wanneer dat programma niet toegankelijk is voor de gebruiker zonder het invoeren van een code voor ouderlijke toegang.

§ 6. In een lineaire televisiedienst, mag de trailer van een programma van categorie 2, 3, 4 of 5 niet uitgezonden worden tijdens de periode van 15 minuten vóór of na een programma voor kinderen.

§ 7. In afwijking van artikel 2, § 5, in een lineaire televisiedienst, mag de trailer van een programma van categorie 2, 3, 4 of 5 scenes bevatten die de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen schade zouden kunnen toebrengen op voorwaarde dat hij uitgezonden wordt met inachtneming van de urenbeperkingen bedoeld bij § 1 of van de toegangsvoorwaarden bedoeld bij § 2.

Art. 4. § 1. In een niet-lineaire televisiedienst mag een programma van categorie 3, 4 of 5 voor de gebruiker enkel toegankelijk zijn na het invoeren van een code voor ouderlijke toegang.

§ 2. In afwijking van artikel 2, § 5, in een niet-lineaire televisiedienst, mag de trailer van een programma van categorie 2, 3, 4 of 5 scenes bevatten die de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen schade zouden kunnen toebrengen op voorwaarde dat hij niet toegankelijk is voor de gebruiker zonder dat hij een code voor ouderlijke toegang heeft ingevoerd.

Art. 5. § 1. Iedere uitgever van een televisiedienst die het invoeren van een code voor ouderlijke toegang vereist met toepassing van de artikelen 3 en 4, hierna «televisiedienst met ouderlijke code», moet aan zijn verdeler de metadata verzenden die de informatie betreffende de rangschikking van de programma's bedoeld bij artikel 1 bevat.

Iedere uitgever van een televisiedienst met ouderlijke code moet de verenigbaarheid waarborgen van het systeem van voorwaardelijke toegang door een decoder met de metadata van deze dienst.

Wanneer de verdeler zijn aanbod aan televisiediensten in de handel brengt, deelt hij aan het algemeen publiek het type van decoder mede die het geheel van de signalen en metadata van de televisiediensten die hij verdeelt, kan verwerken.

§ 2. Elk systeem van voorwaardelijke toegang waarop de verdeler een beroep doet moet aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

1° de vergrendeling van de toegang tot het programma van categorie 3, 4 of 5 moet gescheiden worden van de controle op de algemene toegang tot de televisiedienst en moet werkzaam worden vanaf het eerste gebruik, zonder voorafgaande tussenkomst van de gebruiker. Nochtans moet de gebruiker daarna de mogelijkheid hebben zelf het niveau van bescherming te bepalen door de categorie te kiezen vanaf welke de vergrendeling moet worden verricht;

2° in een lineaire dienst moet de vergrendeling werkzaam zijn gedurende de hele duur van het programma en als resultaat hebben de uitzending van een monochroom beeld op het hele scherm, zonder klank;

3° de code voor ouderlijke toegang die de vergrendeling deactiveert moet minstens vier cijfers bevatten die onzichtbaar blijven tijdens het invoeren op het scherm;

4° de toegangscode moet exclusief bestemd worden voor het opheffen van het ouderlijke toezicht behoudens als het om een betaaldienst gaat waar hij dezelfde kan zijn als de aankoopcode. Nochtans, wanneer de aankoop van het programma ertoe leidt dat het programma meermaals afgespeeld kan worden gedurende een beperkte periode, moet de toegangscode geëist worden bij elke vertoning ervan;

5° de code voor ouderlijke toegang moet gemakkelijk gewijzigd kunnen worden en op elk ogenblik door de gebruiker die houder is van de oorspronkelijke toegangscode;

6° de toegang tot het programma moet automatisch hervergrendeld worden na elk ophouden van de vertoning door de gebruiker, met uitsluiting van de interruptie die erin bestaat momenteel een pauze te doen door een stilgehouden beeld op het scherm.

§ 3. Elke verdeler van een televisiedienst met ouderlijke code moet een systeem instellen dat ervoor zorgt dat de oorspronkelijke code voor ouderlijke toegang exclusief aan de gebruiker van 18 jaar minstens medegedeeld wordt.

§ 4. Elke verdeler die een aanbod voorstelt waarin een televisiedienst met ouderlijke code vervat is van een dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie of buiten een lidstaat van de Europese Unie die toch een verbinding gebruikt naar een satelliet geplaatst in een lidstaat van de Europese Unie, of bij gebreke daaraan, een satellietvermogen toegekend door een lidstaat van de Europese Unie of die onder de bevoegdheid valt van een Staat die partij is bij de overeenkomst van de Europese Raad over de televisie zonder grenzen, moet een beroep doen op een systeem van voorwaardelijke toegang dat een niveau van bescherming van minderjarigen mogelijk maakt dat minstens equivalent is met dat bepaald door de Staat waaronder de televisiedienst ressorteert.

Art. 6. § 1. Wanneer hij de informatie over zijn programma's meedeelt, moet elke dienstenuitgever, bij elke communicatie aan de pers of aan elke andere vector van communicatie, elk programma van categorie 2, 3, 4 en 5 identificeren met het aangepaste pictogram bedoeld bij artikel 2, § 1, gepaard gaande met de vermelding bedoeld bij artikel 2, § 2.

Dezelfde identificatie moet ook in de elektronische programmagidsen gebeuren.

In de zin van deze paragraaf en van de paragrafen 2 en 3, wordt onder elektronische programmagids ook de catalogus van een niet-lineaire dienst verstaan.

§ 2. De uitzendinguren van de programma's van een lineaire televisiedienst die aan de pers of aan elke andere communicatievector worden meegedeeld, of opgenomen via de metadata in een elektronische programmagids, moeten overeenstemmen met de werkelijke uitzendinguren van deze programma's.

§ 3. De informatie betreffende ieder programma die voor de pers bestemd wordt, alsook deze vervat in een elektronische programmagids, mag, met uitzondering van de titel van het programma, geen woorden of beelden bevatten die schade zouden kunnen toebrengen aan de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen.

In afwijking van het eerste lid kan een elektronische programmagids informatie bevatten betreffende programma's van categorie 3, 4 en 5 die de fysieke, mentale of zedelijke ontwikkeling van minderjarigen in het gedrang zou kunnen toebrengen, indien de gebruiker over het vermogen beschikt de toegang tot deze informatie te blokkeren en ze enkel kan ontgrendelen na het invoeren van een code voor ouderlijke toegang. Het vergrendelen van de informatie betreffende de programma's van categorie 5, met uitzondering van de titels van de programma's, moet werkzaam zijn vanaf het eerste gebruik, zonder voorafgaande tussenkomst van de gebruiker.

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2004 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bescherming van minderjarigen tegen de televisieprogramma's die hun lichamelijke, geestelijke of zedelijke ontwikkeling zouden kunnen aantasten, wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister bevoegd voor de Audiovisuele Sector is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 februari 2013.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[2013/29178]

4 FEVRIER 2013. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Brevet d'enseignement supérieur de conseiller en insertion socioprofessionnelle » (code 983111S35D1) classée au niveau de l'enseignement supérieur social de promotion sociale de type court et de régime 1

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 47, 49 et 137;

Vu le décret de la Communauté française du 14 novembre 2008 modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'article 10;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis conforme de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale du 7 décembre 2012,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée « Brevet d'enseignement supérieur de conseiller en insertion socioprofessionnelle » (code 983111S35D1) ainsi que les dossiers de référence des unités de formation constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement supérieur social de promotion sociale de type court. Quatorze des unités de formation qui la composent sont classées au niveau de l'enseignement supérieur social de promotion sociale de type court, deux unités de formation sont classées au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Art. 2. Le titre délivré à l'issue de la section « Brevet d'enseignement supérieur de conseiller en insertion socioprofessionnelle » (code 983111S35D1) est le « Brevet d'enseignement supérieur de conseiller en insertion socioprofessionnelle de l'enseignement supérieur social de promotion sociale de type court ».

Art. 3. La transformation progressive des structures existantes concernées commence au plus tard le 1^{er} septembre 2012.

La section visée par le présent arrêté remplace les sections de « Conseiller en insertion sociale et professionnelle » (code 983111S35C1) et « Gradué en insertion sociale professionnelle » (code 983115S35C1).

Art. 4. Le présent arrêté sort ses effets le 1^{er} septembre 2012.

Bruxelles, le 4 février 2013.

Mme M.-D. SIMONET